



Leaders forts, leaders faibles – 4ème partie : L'Europe est sortie de l'Histoire

Description

L'Europe fait face à un déclin durable. Depuis plusieurs décennies, l'Europe s'est engagée dans une sortie progressive de l'histoire. Non par fatalité, mais par une accumulation de choix politiques, idéologiques et institutionnels. À mesure que le continent passait sous la direction d'une classe dirigeante davantage formée à la gestion procédurale qu'à la stratégie, l'Europe a perdu le sens du risque, de la puissance et du long terme. Là où d'autres blocs raisonnent en souveraineté, innovation et rapport de force, l'Europe s'est enfermée dans la norme, la régulation et le compromis permanent.

Le décrochage économique et stratégique est désormais manifeste. Depuis la crise financière de 2008, la croissance cumulée du PIB de l'Union européenne a été environ deux fois inférieure à celle des États-Unis, tandis que la Chine s'imposait comme une puissance industrielle et technologique centrale. Ce différentiel ne reflète pas un simple retard conjoncturel, mais un affaiblissement structurel appelé à se prolonger tant que l'Europe persistera dans son mode de gouvernance actuel.

Les institutions européennes, progressivement éloignées des peuples, ont été captées par une élite administrative relativement homogène, issue des mêmes parcours, partageant les mêmes références intellectuelles et les mêmes réflexes. Cette homogénéité a produit une pensée largement autocentrée, peu ouverte à la contradiction, et incapable d'anticiper les grands chocs contemporains : désindustrialisation, dépendance énergétique, vulnérabilité stratégique, retard technologique face aux États-Unis et à l'Asie.

Cette trajectoire repose sur plusieurs dogmes qui se sont révélés erronés. Le premier consiste à considérer que l'urgence climatique justifie une décarbonation immédiate, indépendamment des contraintes industrielles et technologiques, conduisant à la sortie du nucléaire dans certains pays et à une dépendance accrue aux importations. Le second repose sur une vision de la terre surpeuplée contrairement à la réalité, favorisant ainsi la décroissance, alors même que le vieillissement accéléré fragilise les systèmes sociaux et alourdit l'endettement. Le troisième, enfin, postule qu'abandonner le secteur manufacturier au profit d'une économie de services serait un progrès en soi, oubliant que l'industrie structure l'innovation, l'emploi qualifié et la souveraineté.

La politique énergétique européenne illustre parfaitement ces incohérences. En renonçant

progressivement au nucléaire — pourtant l'une des rares sources d'énergie pilotable, décarbonée et compétitive — l'Europe a fait le choix de la dépendance. Le refus d'exploiter ses propres ressources en gaz de schiste, pourtant abondantes dans plusieurs sous-sols européens, a renforcé une dépendance excessive au gaz russe, exposant le continent à un choc géopolitique majeur. Parallèlement, la promotion massive des énergies intermittentes que sont l'éolien et le solaire, sans base industrielle européenne solide, a transféré une part considérable de la valeur ajoutée vers la Chine, qui contrôle désormais l'essentiel des chaînes de valeur de ces technologies.

Cette incohérence énergétique a directement alimenté la désindustrialisation. Des coûts de l'énergie durablement plus élevés ont fragilisé la compétitivité des entreprises européennes, en particulier dans les secteurs intensifs en capital. La France a vu sa base productive s'éroder malgré une succession de plans publics peu coordonnés et rarement évalués. L'Allemagne, longtemps pilier industriel du continent, subit à son tour une perte de compétitivité accélérée, conséquence directe de choix énergétiques et géopolitiques mal calibrés. Tandis que la Chine inonde l'Europe de produits industriels et intermédiaires à bas coût, l'Allemagne, jadis mercantiliste et moteur du modèle exportateur européen, voit ses exportations vers ce même marché stagner ou reculer, conséquence directe de la perte de son avantage énergétique et de la montée en puissance industrielle chinoise.

L'industrie automobile européenne constitue un autre exemple emblématique. La décision politique d'interdire à terme le moteur thermique dans le cadre du Green Deal, sans maîtrise complète des technologies alternatives, a affaibli un secteur stratégique au profit de la Chine, désormais dominante dans les batteries, les matériaux critiques et les véhicules électriques à bas coût. Là encore, l'Europe a confondu objectif moral et stratégie industrielle, laissant ses propres chaînes de valeur se dissoudre au bénéfice d'un concurrent systémique. La Chine a bâti une domination systémique des chaînes de valeur industrielles mondiales en contrôlant près de 90% du raffinage des terres rares, de la supply chain du nickel, du lithium et de l'aluminium, des énergies renouvelables, des batteries électriques, et en maîtrisant la technologie nucléaire.

L'agriculture risque de connaître le même sort, le Green Deal ayant pour objectif des réductions drastiques d'ici 2030 : -50 % de pesticides, -20 % d'engrais et 25 % de terres en bio pour atteindre le net zéro en 2050.

Sans réveil stratégique de l'Union européenne, sans remise en cause du Green Deal et de la surenchère normative qui en découle, le déclassement du continent est scellé.

Le retard technologique européen est la conséquence logique de ces choix. Le continent est absent des grandes plateformes numériques, marginal dans l'intelligence artificielle de pointe et dépendant dans les semi-conducteurs avancés. Ce décrochage ne tient pas à un manque de talents, mais à un environnement hostile au risque, à la croissance rapide et à l'allocation efficace du capital. La surabondance normative, la fragmentation des marchés et l'instabilité réglementaire empêchent l'émergence de champions capables de rivaliser à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, l'Europe glisse vers un statut de puissance intermédiaire affaiblie, dépendante des États-Unis pour sa sécurité et de l'Asie pour ses technologies critiques. Tant que la gouvernance européenne restera dominée par des bureaucrates et des élites progressistes dépourvues de vision stratégique, le déclin se poursuivra. La gestion administrative du présent ne saurait remplacer une pensée de la puissance et de l'avenir.

Le redressement reste pourtant possible. Il suppose une rupture claire : replacer l'industrie, l'énergie et la technologie au cœur du projet européen ; sécuriser l'approvisionnement énergétique par le nucléaire et les ressources domestiques ; libérer l'investissement, l'innovation et l'entrepreneuriat ; et assumer une stratégie de puissance dans un monde redevenu conflictuel. Cela implique également un renouvellement profond des élites décisionnelles, en intégrant davantage de profils issus de l'entreprise, de l'ingénierie et de l'investissement de long terme.

Ce redressement n'est pas seulement un enjeu européen, il est aussi un enjeu occidental. Contrairement à un discours trop souvent entretenu sur le continent, les États-Unis de Trump ne souhaitent ni une Europe faible ni divisée. Comme l'a rappelé Ken Griffin, PDG de Citadel, l'Amérique a besoin d'une Europe forte et prospère. Face à la montée en puissance de la Chine et à l'affirmation d'un Sud global de plus en plus aligné sur ses intérêts, une Europe économiquement affaiblie, technologiquement dépendante et politiquement fragmentée constitue un handicap stratégique pour l'ensemble du camp occidental et le monde libre.

Le problème européen ne se situe donc pas à Washington. Il réside dans l'excès d'interventionnisme institutionnel, la fragmentation des responsabilités et l'absence de stratégie cohérente sur le long terme. En se privant volontairement de ses leviers industriels, énergétiques et technologiques, l'Europe s'est rendue vulnérable, tout en affaiblissant l'équilibre stratégique face à un bloc sino-russe de plus en plus coordonné.

À défaut d'un changement de cap, l'Europe s'exposera à dix ou quinze années supplémentaires de déclin systémique, dans un contexte de nouvelle guerre froide. Ce déclin n'est ni accidentel ni imposé de l'extérieur. Il est le produit d'un système institutionnel qui sélectionne la conformité plutôt que la compétence, le consensus plutôt que la responsabilité, et la procédure plutôt que le résultat.

Une Europe fondée sur la souveraineté des nations et la coopération stratégique, à l'image de la vision de De Gaulle et du scepticisme de Thatcher envers la bureaucratie centralisée, aurait aujourd'hui préservé son industrie, son innovation et son autonomie géopolitique.

Comme l'a dénoncé Dominic Cummings, ancien conseiller de Boris Johnson, le système britannique ne dysfonctionne pas : il fonctionne exactement comme prévu. Sa fonction publique sélectionne des incompetents, centralise le pouvoir à Westminster et Whitehall, s'éloigne des préoccupations des électeurs et privilégie les cycles médiatiques à l'efficacité réelle de la gouvernance. Le système est structuré de manière que personne – élus ou hauts fonctionnaires – n'assume pleinement ses responsabilités.

Le système européen reflète le modèle britannique : centralisé, bureaucratique et déconnecté des réalités économiques ; tant qu'il fonctionnera ainsi, rien ne changera et le déclin se poursuivra.

Triste fin pour une Europe qui, avant 1914 et la première guerre mondiale, dominait le monde par sa puissance économique, militaire et technologique, et qui aujourd'hui se voit reléguée à un rôle secondaire, fragile et dépendant, prise entre la Chine et les États-Unis.

Donald Duck

Categorie

1. Politique

date créée

5 janvier 2026